

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Evreux

Évreux, le 14/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAILLOT

Voie du Futur
Parc d'Affaires des Portes
27100 Val-de-Reuil

Références : 27 / 2024 - 201
Code AIOT : 0005801125

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement MAILLOT implanté Voie du Futur Parc d'Affaires des Portes 27100 Val-de-Reuil. L'inspection a été annoncée le 21/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des suites de l'inspection du 11 décembre 2023, ainsi que dans le cadre des campagnes d'analyses des PFAS auxquels les exploitants sont soumis depuis le mois de juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAILLOT

- Voie du Futur Parc d'Affaires des Portes 27100 Val-de-Reuil
- Code AIOT : 0005801125
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MAILLOT SAS exerce des activités de transport de déchets, d'assainissement, de transit et de regroupement de déchets, activités pour lesquelles un arrêté préfectoral d'autorisation a été émis le 9 novembre 2000, ainsi qu'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 18 mai 2022.

A ce titre, elle est soumise à la directive "IED" (directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles) pour son installation de regroupement de déchets dangereux.

Elle est également ciblée par les campagnes d'analyses des PFAS régies par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer de la disponibilité des moyens de lutte en cas d'incendie (débits disponibles, avec essais avec deux poteaux en simultané, accessibilité des poteaux et extincteurs, aire de stationnement des pompiers, etc.).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites inspection 2023	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article Article 8	Demande d'action corrective	3 mois
2	Etanchéité des ouvrages de stockage et des réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/05/2022, article Articles 8 et 12	Demande d'action corrective	3 mois
6	MTD - Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-I	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Campagne PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article Article 3	Sans objet
4	Autosurveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article Article 11	Sans objet
5	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article Article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société MAILLOT assure un bon suivi de son activité, les registres de suivi de déchets sont tenus à jour conformément aux prescriptions applicables, et les installations sont globalement correctement entretenues.

Néanmoins, des travaux de remise en état des sols des zones de dépotage sont à entreprendre, et certaines procédures de contrôles restent à formaliser dans le cadre du système de management environnemental.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites inspection 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article Article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Détecteurs de niveau - canalisations - imperméabilité des sols
Prescription contrôlée : "III. Les cuves et conteneurs contenant des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont munis de détecteurs de niveau et de trop-pleins s'évacuant dans la fosse de rétention. L'exploitant doit mettre en place des détecteurs de niveau sur les cuves de stockage de déchets dangereux avant le 17/08/2022. IV. L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, comptes-rendus des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...)". Lors de la visite d'inspection du 11/12/2023, la 4ème cuve de stockage de déchets dangereux (eaux hydrocarburées) n'était pas équipée de jauge. Par courriel du 28/02/2024, l'exploitant a indiqué avoir installé cette jauge le 12/02/2024. Il était également demandé à l'exploitant de reprendre le marquage des canalisations afin d'éviter les erreurs de dépotage, et de remédier aux fissures présentes sur le sol de la zone de dépotage du stockage des déchets dangereux liquides (cuves d'eaux hydrocarburées).
Constats : L'inspection a permis de constater que l'ensemble des cuves réceptionnant des déchets dangereux liquides sont équipées de jauges permettant d'apprécier le niveau haut de celles-ci. Concernant les canalisations de remplissage des cuves, un repérage numérique a été mis en place au niveau du manifold et des tuyaux à l'entrée de chaque cuve. En revanche, les sols des aires de lavage des véhicules, de curage et de dépotage des déchets de voirie présentent de nombreuses fissures, en raison des contraintes mécaniques importantes qu'ils subissent. Toutefois, les résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines transmis par l'exploitant n'indiquent pas de pollution.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra remettre en état les sols des zones précitées afin de les rendre imperméables et ainsi prévenir tout risque de pollution par infiltration.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Etanchéité des ouvrages de stockage et des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2022, article Articles 8 et 12
Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité des ouvrages de stockage et des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8 : "L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, comptes-rendus des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...)." </p> <p>Article 12 : "L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs." Par ailleurs, l'exploitant devra procéder à un test de fermeture des 2 vannes de barrage avant rejet au réseau. </p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection un plan des réseaux mis à jour faisant apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 : le réseau d'eaux usées incluant un décanteur, un séparateur d'hydrocarbures lamellaire et une vanne de barrage manuelle (ci-après dénommée vanne n°1). Ce réseau reçoit en amont du séparateur lamellaire la déverse des décanteurs des différentes fosses de stockage de déchets dangereux ; - 2 : le réseau d'eaux pluviales de la zone de déchets dangereux et parkings incluant, un séparateur d'hydrocarbures et une vanne de barrage télécommandée (ci-après dénommée vanne n°2) ; - 3 : le réseau d'eaux pluviales de la zone de tri des déchets non dangereux et de stockage des bennes incluant 2 bassins de confinement en série (dont la déverse est assurée par une pompe) et d'une vanne de barrage manuelle (ci-après dénommée vanne n°3). Ces 2 bassins, par leur dimensionnement sont à même de recueillir les eaux d'extinction incendie le cas échéant. <p><i>In situ</i>, l'Inspection a fait procéder à la manœuvre des 3 vannes de barrage. Si les essais de manœuvre des vannes manuelles (1 et 3) ont été concluant, la fermeture de la vanne n°2 n'a pas pu être constatée, l'armoire de commande s'étant mise en défaut thermique au moment de la manœuvre.</p> <p>Cette vanne de barrage assure notamment le confinement d'un éventuel incident qui pourrait survenir au niveau de la station service interne de l'installation située à l'entrée du site, mais n'est pas actionnable depuis ce poste en cas d'urgence.</p> <p>Les fosses de stockage des déchets dangereux sont recouvertes de résine, celle de la zone de curage ayant une résine intégrée au béton d'après les explications de l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, l'Inspection a constaté que la bâche du 1er bassin de confinement était percée en un point, au niveau d'une précédente "rustine", sans que cela ne présente de risque majeur de</p>

pollution des sols, ce point étant plus d'un mètre au dessus du niveau de l'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à la remise en état de la bache du 1er bassin de confinement des eaux. Il devra également remettre en état de fonctionnement la télécommande de la vanne de barrage n°2 et étudier la possibilité d'installer à proximité de la station service un autre système de commande à distance de cette vanne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Campagne PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article Article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne PFAS
Prescription contrôlée : "L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale". L'exploitant devra montrer le bon d'intervention du laboratoire agréé et les résultats de la 1ère campagne le cas échéant. Il devra également indiquer où les prélèvements ont été réalisés et si le technicien en charge du prélèvement était accompagné par un employé de la société MAILLOT.
Constats : L'exploitant a indiqué par courriel du 16/04/2024 les dates prévisionnelles de réalisation des campagnes d'identification et d'analyses des substances PFAS : 1ère campagne les 22/23 mai 2024, 2ème campagne les 27/28 juin 2024, 3ème campagne les 9/10 juillet 2024. L'inspection ayant eu lieu entre les 2 premières campagnes, les résultats n'ont pas pu être présentés. Néanmoins, l'exploitant a fourni à l'Inspection un accusé de réception des échantillons prélevés le 23 mai 2024 par le laboratoire EUROFINs HYDROLOGIE NORMANDIE. Ce document prévoit un envoi du rapport d'analyse au 1er juillet 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article Article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Phosphore
Prescription contrôlée :

<p>"L'exploitant réalise, a minima une fois par an, pour chaque point de rejet listé à l'article 3.1.9.1*, un contrôle de la qualité des eaux de rejet sur l'ensemble des paramètres mentionnés aux articles 3.1.9.3* et 3.1.9.4*, complété, pour les rejets n°2 et n°3, d'un contrôle sur les paramètres DCO et MES".</p> <p>*Articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/11/2000</p> <p>Les résultats fournis ne font pas apparaître la mesure de phosphore total.</p> <p>L'exploitant, par courriel du 28/02/2024 en réponse à la demande de l'Inspection des installations classées, a indiqué que la demande était faite auprès du laboratoire SGS.</p> <p>L'exploitant devra donc présenter les derniers résultats d'analyse faisant apparaître la quantification de phosphore.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant, en complément du courriel du 28/02/2024 précité, a indiqué que le critère phosphore total avait été oublié par le laboratoire SGS mandaté pour cette analyse.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un échange avait eu lieu avec le laboratoire afin que ce critère soit bien analysé lors de la prochaine campagne d'analyses.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article Article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 3.3.9 TRAÇABILITÉ, REGISTRES</p> <p>ARTICLE 3.3.9.1. Principe général</p> <p>Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.</p> <p>Conformément aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement, l'ensemble des déchets admis sur le site ou produits par les activités doit faire l'objet d'un enregistrement sur des registres d'entrées et de sorties dont les contenus sont fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p> <p>Ces registres sont conservés au moins trois ans et sont tenus à la disposition des installations classées. Ils peuvent être contenus dans un document papier ou informatique.</p> <p>Une traçabilité doit être assurée entre les déchets entrants et sortants du site.</p> <p>ARTICLE 3.3.9.2. Bordereaux de Suivi de Déchets Dangereux – Dispense de l'annexe 2 du CERFA n° 12 571*01</p> <p>Pour les déchets dangereux générés par le site, l'exploitant est tenu, lors de la remise de ces déchets dangereux à un tiers, d'émettre un bordereau de suivi selon le modèle du formulaire CERFA n° 12 571*01.</p> <p>Dans le cas de regroupement ou reconditionnement de déchets, relevant d'une même rubrique de la liste des déchets prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement, mais de provenances différentes, aboutissant à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'exploitant doit informer l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure et le destinataire</p>

ultérieur de l'origine des déchets. À cet effet, l'exploitant émet un nouveau bordereau dit de regroupement et y joint l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12 571*01 dûment remplie.

Dans le cas de regroupement ou de pré-traitement de déchets, de même catégories, aboutissant à des déchets ne permettant plus d'identifier la provenance des déchets initiaux, l'exploitant est dispensé de joindre l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12 571*01 au nouveau bordereau. Il doit viser le bordereau de suivi du producteur initial en tant que destinataire final et émettre un nouveau bordereau de suivi de déchets dangereux en tant que producteur. Pour ces déchets, l'exploitant tient à jour un bilan des matières entrantes et sortantes.

Dans tous les cas l'exploitant informe l'expéditeur initial de la destination ultérieure des déchets en renseignant la **case 12 du bordereau initial**.

Les copies des bordereaux émis ou complétés doivent être **conservées 5 ans**.

Constats :

L'exploitant a mis en place un logiciel d'exploitation, appelé DIVALTO, assurant le suivi des déchets.

Celui-ci permet notamment de suivre un déchet depuis son point collecte jusqu'à son évacuation de l'installation vers les filières adaptées, en regroupant les données renseignées dans les différents registres (transport, réception, sortie).

L'exploitant peut ainsi extraire sous forme de tableur un "registre global", faisant notamment référence au numéros des bordereaux de suivi de déchets, qui sont renseignés aussi bien pour les déchets dangereux que non dangereux.

Par ailleurs, une pesée à l'entrée du site est systématique afin de renseigner ce logiciel, permettant de confirmer l'estimation de la quantité de déchets faite au moment de la collecte par le chauffeur..

Dans le cadre de la gestion des sinistres, l'exploitant a à sa disposition l'ensemble des quantités de déchets stockés sur son site (extraction des bordereaux de suivi de déchets non traités).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD - Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-I

Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :

1.Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;

2.Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;

3.*Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ;*

4.Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants :

a) Organisation et responsabilité ;

b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;

c) Communication ;

d) Participation du personnel ;

e) Documentation ;

f) Contrôle efficace des procédés ;

<p>g) Programmes de maintenance ;</p> <p>h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ;</p> <p>i) Respect de la législation sur l'environnement ;</p> <p>5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :</p> <p>a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;</p> <p>b) Mesures correctives et préventives ;</p> <p>c) Tenue de registres ;</p> <p>d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;</p> <p>6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ;</p> <p>7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres ;</p> <p>8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;</p> <p>9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;</p> <p>10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2) ;</p> <p>11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir le III de l'annexe 2) ;</p> <p>12. Plan de gestion des résidus ;</p> <p>13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de l'annexe 3.1) ;</p> <p>14. Plan de gestion des odeurs (voir le III de l'annexe 3.1) ;</p> <p>15. Plan de gestion du bruit et des vibrations (voir le IV de l'annexe 3.1).</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a permis de constater que des contrôles réguliers des différents équipements sont réalisés, notamment des contrôles visuels des fosses et puisards au moment de leurs vidanges (dont la fréquence est estimée à deux fois par semaine).</p> <p>Pour autant, les points de contrôle ne sont pas formalisés, et les contrôles sont systématiquement visuels.</p> <p>Le résultat de ces contrôles ne fait pas l'objet d'un compte-rendu formel.</p> <p>L'exploitant a indiqué également procéder à des audits trimestriels sur certains points de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra établir des procédures de contrôle des fosses indiquant les types de défauts à rechercher.</p> <p>Par ailleurs, un contrôle approfondi annuel sur l'état des fosses et puisards devra être réalisé.</p> <p>Les comptes-rendus des différents audits, contrôles, essais et interventions devront être archivés.</p> <p>Un plan d'action doit être établi afin de répondre aux différents défauts constatés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

